



Congrès D'étape

Quelles transformations pour le PCF ?
Présentation du second texte à débattre et points de vue sur les transformations à engager

P 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 893

3 juin 2010

prix : 0,70 €

Fête des Nouvelles 2010



La solidarité à la fête

Retraites

Les différentes propositions passées au peigne fin P 2

Appel commun des forces de gauche P 8

Solidarité avec la Palestine

Rencontre avec Hind Khoury déléguée générale de la Palestine en France P 3

La Poste

La transformation des bureaux au nom de la rentabilité P 5

Fête des Nouvelles

L'avenir du communisme en débat P 6

ADECR

Les enjeux pour l'association et le combat contre la réforme des collectivités territoriales



P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00 ou redac.nla@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Menteurs professionnels

Nicolas Sarkozy et ses disciples nous avaient annoncé que « le sauvetage des banques » pour quelques 360 milliards d'euros allait rapporter au pays. Selon la cour des comptes, que personne n'oserait taxer d'anti-présidentielle, la réalité est toute autre puisque la manœuvre va en fait coûter à l'état 125 millions d'euros pendant 25 années. Plus le mensonge est gros plus il passe...

En parlant monnaie



Les caisses sont vides, nous répète-t-on sans cesse, et pourtant l'argent se trouve pour conforter la politique de faillite de nos gouvernants. C'est ainsi, que de nouveau, 750 milliards tombent sur la table pour « conforter les pays de la « zone euro ». Par contre, pas un seul centime pour les retraites ou les services publics car là Monsieur, il n'y a pas le moindre sou dans les caisses.

Mais à bien regarder...

Quand on parle retraite, on parle recettes et dépenses. Pour notre ministre en charge du problème la solution est seulement dans la baisse des dépenses. Pour lui elle ne peut se trouver que dans l'allongement de la durée des cotisations et un départ retardé. Pourtant, à regarder de plus près on peut penser que les 100 milliards d'euros que rapporteraient la taxation du capital si elle se faisait au même niveau que pour le travail mettraient plus que du beurre dans les épinards.

L'alibi pour l'austérité

En prétextant s'attaquer au déficit public, Nicolas Sarkozy vient de décider de tordre le cou à 65 millions de français en mettant sur pied un plan drastique qui se résume par une remise en cause de l'ensemble des services publics et une attaque en règle contre les équilibres sociaux du pays. Plus fort encore, il propose d'inscrire dans la constitution une « règle d'interdiction » à tout déficit public pour l'avenir. En un mot, il voudrait imposer sa loi aux gouvernements qui lui succéderont. Appelons ça comme on veut mais surtout pas de la démocratie...

Point de vue

par Michel RICA

La fête des Nouvelles de Loire-Atlantique qui s'est déroulée il y a plus d'une semaine maintenant a été un véritable succès. Des centaines de militants se sont retrouvés sous le soleil de Saint-Nazaire pour réfléchir, fraternellement, à la construction d'un monde nouveau, un monde dans lequel serait tombé ce mur de l'argent qui se dresse face au peuple de Grèce comme face à l'ensemble des peuples européens. Une

Fête de solidarité envers les Palestiniens, les salariés en lutte, une fête ouverte et militante.

Après ce week-end festif et politique, est venu le temps des luttes. Réforme des retraites, vague d'austérité sans précédent, chômage, baisse des salaires... la conscience grandit que quelque chose ne va pas au paradis du libéralisme. Les mobilisations du 27 mai dernier en témoignent : Un million de manifestants ont crié leurs mécontentements dans les rues de France.

Ces mobilisations massives sont la preuve que nous devons être au cœur des rassemblements utiles et efficaces pour nous opposer aux mesures gouvernementales et emmener une majorité de la population sur ces combats de justice sociale. Ce travail de rassemblement politique sur la ques-

« La conscience grandit que quelque chose ne va pas au paradis du libéralisme »

tion des retraites, la fédération du parti communiste en est à l'initiative dans notre département. Il en découle un appel commun des partis de gauche (PS, Verts, UDB, MRC, Alternatifs, PG, Gauche Unitaire, NPA) et l'organisation d'une réunion publique commune.

Pour les communistes, c'est aussi le début des débats avant l'ouverture du congrès d'étape du 18 au 20 juin. Nous devons travailler ce congrès pour chercher ensemble et avec le peuple, des réponses politiques pour battre la droite et mettre fin au libéralisme.

Cela suppose -comme je l'évoquais au sujet des retraites- de proposer des solutions pour construire le rassemblement populaire le plus large possible, mais également, de réfléchir à une nouvelle structuration du parti au plus prêt des adhérents, des citoyens et de leurs préoccupations, c'est en travaillant sur ces deux dynamiques que nous imposerons une véritable alternative politique. La période actuelle joue en notre faveur, des interrogations se font jour face aux errances du système capitaliste, sachons y répondre.



La retraite en débat

Pour l'UMP, la chose est entendue : « oui, il faut accepter de travailler plus longtemps ». C'est ainsi que Xavier Bertrand a exprimé l'opinion du parti présidentiel, respectant, sans surprise, le cadre imposé par Nicolas Sarkozy. Pour les responsables gouvernementaux et l'état major de l'UMP, l'allongement de la durée de cotisation préconisé, avec départ à la retraite à 62 ans minimum, voire 65, ou 67 à partir de 2011, est une « évidence ». Sous couvert de vouloir « sauver » le système par répartition, le parti de droite, s'appuyant sur le Conseil d'orientation des retraites publié à la mi-mai, ne ferait que décrire une « réalité démographique ». Sous un vocable vantant les

valeurs de solidarité et de justice sociale, la droite poursuit en fait une longue expérience de « détricotage » des droits débutée par la réforme Balladur en 1993.

Quelques jours avant l'UMP, le PS, par la voix de Martine Aubry, avait dévoilé ses contre-propositions au projet gouvernemental. La secrétaire nationale du PS réaffirmait ainsi ne pas vouloir remettre en question l'âge légal du départ à la retraite (60 ans) et sa volonté de mettre le capital à contribution. Elle précisait qu'il n'est pas question, en tout cas d'ici 2020, d'allonger la durée de cotisation. Le projet socialiste prévoit en outre « une cotisation modérée et étalée dans le temps » des cotisations patronales évoluant enfin la prise en compte des années de pénibilité et les petites

retraites. Ce faisant le PS, prend enfin une position claire se démarquant des déclarations de certains de ces dirigeants qui, à l'instar de Dominique Strauss-Kahn estiment que l'âge légal de 60 ans est un dogme, le patron du FMI ajoutant : « si on vit cent ans, on ne va pas continuer à avoir la retraite à 60 ans ! ».

Pour le PCF, la retraite à 60 ans à taux plein n'est pas négociable et son financement possible. Refonte des cotisations et paiement au même taux que les salaires pour les revenus financiers, action pour l'emploi et les

salaires comme le préconise la CGT... sont parmi les mesures que met en débat le PCF. La droite et le gouvernement tablent sur le fatalisme pour faire passer leur politique, la gauche sur la prise de conscience et les luttes... A

l'évidence, la prise de position du PS constitue un nouveau point d'appui pour faire barrage au projet de Sarkozy. Nul doute également, que de l'ampleur du mouvement social, à l'exemple des manifestations du 27 mai, et de l'élargissement de l'appel lancé par les forces de gauche dans notre département, dépend l'avenir de notre système de retraite.



De vous à moi...

Dans cette vie de brutes, de mensonges, de destruction, d'oppression et de domination du fric, il est bon parfois de trouver un lieu festif, rebelle et fraternel.

C'est en tout cas ce que j'ai connu ce week-end au parc paysager de Saint-Nazaire où ont pu se côtoyer beaucoup de gens, quelque fois différents, mais heureux d'être ensemble lors de la fête des Nouvelles.

Quel plaisir le samedi soir de voir cette foule dansant et chantant devant la scène, cette foule de jeunes et « papi-rockeurs », mélangée dans une même communion musicale.

Quel plaisir d'écouter Patrick Le Hyaric, le directeur du journal l'Humanité, le lendemain nous faire partager avec force et détermination sa profonde conviction sur les remèdes politiques à apporter à la loi de l'argent.

Quelle émotion aussi, devant les propos de la déléguée générale de la Palestine en France, Hind Khoury. Quelle osmose enfin, le dimanche après midi entre les messages de HK et les Saltimbanks et son public « converti » à la cause affichée.

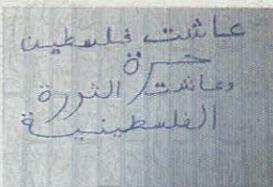
J'avais cru déceler il y a quelques temps dans des propos ci et là que cette fête serait ou ne serait pas... Et bien, en la vivant de l'intérieur de sa construction jusqu'à sa fin, je n'ai aucun doute sur la qualité du cru 2010. La fête des Nouvelles a été à la hauteur des espérances de ses organisateurs et à la hauteur de la riposte politique qui doit être la nôtre.

Y.C

...en Loire Atlantique.

VITE LU
VITE DIT

Mur d'expression



De nombreux messages de solidarité ont été adressés à Salah Hamouri et Marwan Barghouti et envers le peuple palestinien sur le mur d'expression libre et dans la boîte aux lettres à disposition des visiteurs. Des messages d'amitié et d'espoir d'une liberté retrouvée pour les prisonniers politiques. Et de nombreux soutiens en direction d'un peuple en souffrance.

Chaleurs

Le palais de la bière, stand des communistes de la Basse-Loire a connu une affluence record le samedi soir, liquidant les quelques 240 litres de pression en stock, idem pour le stand des jeunes communistes.

Restauration

L'ensemble des stands de restauration présents sur la fête ont très bien fonctionné en particuliers ceux ouverts le samedi soir, c'est ainsi, par exemple, que le stand de la section Loire et Sèvre à écoulé quelques 50kg de moules et près de 500 huîtres.

Appels

Appel de solidarité envers le peuple grec, contre la réforme des retraites telle qu'elle nous est préparée par le gouvernement, appel contre la réforme des collectivités lancée par l'ADECR, au total pas moins de 300 signatures nous sont parvenues.

Nouvel aéroport

« Soucieuse de voir la question environnementale abordée de manière progressiste, en rapport avec les besoins humains », Marie-George Buffet, réaffirme son soutien au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

Retraites : au fil des négociations

Une édition combative

Plus de 1500 personnes se sont rendues au parc paysager de Saint-Nazaire les 22 et 23 mai dernier. La fête avait mis l'accent sur la solidarité avec le peuple palestinien en accueillant Hind Khoury déléguée générale de la Palestine en France pour qui le thème de notre fête « faire tomber les murs » : « **est très important, surtout à ce stade de l'histoire, et pas seulement pour la Palestine car on a vécu cette dernière décennie surtout, l'oppression de forces politiques qui tentent de construire des murs entre les civilisations, mais aussi entre les pauvres et les riches... Il y a toutes sortes de murs visibles et invisibles à faire tomber, parmi lequel celui de Palestine.** ». Et en écho, Aymeric Seassau de rappeler « **Ici, à Saint-Nazaire, prenons ensemble un engagement, celui de ne jamais oublier le peuple palestinien et les drames terribles qu'il subit** ».

Militants, élu-e-s, visiteurs, spectateurs, ont donc ensemble débattus sur les

murs à faire tomber. Le ton était bien loin d'être celui de la résignation. La fête est ainsi devenue en un week-end une fête de l'espoir, celui de voir se fissurer les dogmes libéraux qui de l'austérité économique à la création de nouvelles fractures entre les peuples ne cesse de sanctuariser l'argent pour quelques uns.

Une fête d'espoir donc, marquée par les combats à venir contre la réforme des

retraites et les réponses libérales à la crise du capitalisme; espoir aussi

pour le peuple grec, pour les prisonniers politiques palestiniens dont Marwan Barghouti et Salah Hamouri et pour le peuple palestinien dans son ensemble. Que ce soit les élu-e-s, les militants ou les jeunes communistes, tous ont rappelé la nécessité de s'inscrire dans ces combats.

Sur tous les stands on pouvait d'ailleurs trouver des appels contre la casse du système de retraite par

répartition, pour le soutien au peuple grec ou encore contre la réforme des collectivités territoriales. Pas un stand, pas une table où l'on ne s'est dressé contre



les incohérences de ce monde. Et puis, outre les combats et les colères, ce fut aussi la fête. Le public est venu nombreux pour

applaudir Pigalle mais aussi Little Bob et les Flamingos. Une ambiance survoltée à la tombée de la nuit s'est emparée du public, et les restaurants, les bars n'ont pas désempilés.

La journée du dimanche s'est clôturée avec le meeting de Patrick Le Hyaric et la prestation d'HK et les Saltimbanks, l'un et l'autre fort appréciés.

L'occasion pour Aymeric Seassau, avant de passer la



parole au directeur de l'Humanité, de rappeler l'ampleur de la crise qui touche notre département : « **Ce sont des dizaines de milliers d'emplois industriels**

qui ont été détruits ces derniers mois, le patronat profite comme partout de la crise pour licencier, pour délocaliser, pour restructurer, pour tenter de bouleverser jusqu'à la forme même du travail salarié. ». Pour Patrick Le Hyaric, plus que jamais, « **le moment est venu d'engager un bras de fer comme nous n'en n'avons pas connu depuis la libération contre les forces de l'argent, contre les puissants [...] en solidarité avec les populations du monde entier** » et pour réussir, il en appelle à l'unité la plus large du peuple de Gauche.

■ Palestine : Hind Khoury témoigne

A l'occasion de la Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique, NLA a rencontré Hind Khoury, déléguée générale de la Palestine en France.

NLA : Quelles est la situation dans les territoires Palestiniens Aujourd'hui ?

Hind Khoury : C'est un mélange de difficultés et une vie dramatiquement misérable. Mais, il règne aussi un esprit de reconstruction malgré les mesures d'occupations (les routes de contournement, les prisonniers politiques, les barrages militaires, la déchirure du tissu social et économique...) caractérisées par la colonisation. Et malheureusement Israël continue en toute impunité cette politique. En même temps, les palestiniens ont décidé de prendre les choses en main, de reconstruire un état, de développer une économie, de se doter d'une diplomatie internationale pour faire appliquer le droit, et mettre le doigt sur le décalage entre les politiques déclarées par les pays tiers et leurs pratiques sur le terrain qui ne cesse de soutenir la politique israélienne d'occupation et d'expansion.

NLA : Comment faire tomber le mur et les murs symboliques pour parvenir à la paix et à la construction d'un véritable état palestinien ?

HK : Il faut faire tomber ces murs, et le mur visible qu'Israël a

construit car ils nient le droit de vivre du peuple palestinien. Le mur est un mur raciste qui accreditte la théorie d'un choc des civilisations entre un peuple avancée et un peuple terroriste. Nous avons passé une période de transition assez importante, les choses sont beaucoup plus claires dans le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien en France et dans monde entier puisqu'on parle désormais d'une Intifada globale, c'est un mouvement très important pour le droit et pour la justice.

NLA : Justement, quel message d'espoir peux-tu passer à tous les militants qui défendent la cause palestinienne ?

Hind Khoury : leur rôle est très important, il y a une bonne compréhension de la situation, il faut continuer dans cette voie de soutien au droit, mais il faut encore avancer. Il y a peu de temps pour soutenir la paix, si l'on rate cela va nous amener vers la violence et le fondamentalisme.

NLA : Il faut également que les institutions internationales fassent leur travail !

Hind Khoury : oui, il faut faire pression, l'opinion publique doit pousser l'Europe à agir dans le sens de ces propres déclarations car il y a une ambiguïté entre les discours de paix et le soutien à Israël dans ces mesures d'occupation.

ON NE BAT PAS EN RETRAITE

■ Forte mobilisation le 27 mai

1 million dans toute la France, 25000 à Nantes, 10000 à Saint-Nazaire, 400 à Ancenis et à Châteaubriant avec une forte représentativité du secteur privé, notamment dans les bassins d'emploi les plus touchés par la crise, salariés, retraités, jeunes et sans emplois ne sont pas restés sans voix pour s'opposer au projet de réforme des retraites porté par le gouvernement. Même si les mots d'ordre étaient plus larges (Salaires, emplois, pouvoir d'achat) c'est bien l'enjeu des retraites qui était au cœur de la manifestation. Malgré les commentaires des journalistes dans la presse, à la radio qui se sont fait les relais du pouvoir; rendant ainsi inéluctables les pites du gouvernement, **la population a démontré qu'elle ne prend pas acte des régressions sociales qu'on lui impose.**

Comme l'a rappelé la secrétaire départementale de la CGT avant le défilé: « le gouvernement ment, la droite ment, le Medef ment... » et « **Les salariés ne subiront pas une triple peine, après les suppressions de 680000 emplois et la baisse des salaires, -1,4% en 2009. Ils ne veulent pas travailler plus ni plus longtemps pour gagner moins.** »

L'unité syndicale qui prévaut dans cette lutte pour la sauvegarde du système des retraites vaut aussi pour les forces politiques de gauche qui dans notre département appelaient conjointement à la mobilisation. Pour elle : « **la retraite à 60 ans à taux plein n'est pas négociable et son financement est possible** ». Prochain rendez-vous le 3 juin pour un meeting/débat commun CGT, FSU, FO, Solidaires.



Le dossier.

Congrès d'étape

L'avenir du Parti Communiste Français

■ Un PCF transformé

Les assemblées de sections en vue de préparer le congrès d'étape vont s'ouvrir d'ici quelques jours, c'est donc l'occasion de revenir sur le deuxième texte proposé au débat: « **Pistes de travail pour un Parti Communiste transformé** ».

La question majeure que pose ce second texte est celle de la transformation du parti, c'est-à-dire de la réalisation d'une organisation révolutionnaire à la hauteur des enjeux contemporains. **La crise accélère le besoin d'émancipation du système capitaliste. Reste à passer de la critique du système à l'élaboration et à la mise en commun d'une conception d'une société émancipatrice.** Pour cela, il faut trouver une nouvelle cohérence dans l'organisation de notre parti.

Trois axes sont développés :

- Quelles idées et comment les faire apparaître au premier plan.
- la place de l'action militante dans la vie démocratique du parti.
- Changer notre conception de la direction nationale

Les idées au premier plan

Le travail prioritaire que nous devons engager

est d'identifier les leviers essentiels pour changer le système et combattre l'idée qu'aucune alternative à la situation actuelle n'existe. Il nous faudra pour cela travailler le sens et la cohérence de notre projet et de manière simple, énoncer les principes que nous défendons pour transformer la société. Pour atteindre ces objectifs il faut rassembler et organiser les moyens humains, financiers et intellectuels consacrés au projet existant autour **d'une direction unifiée du projet; engager un processus de travail public** et ouvert à l'ensemble des forces politiques, sociales, intellectuelles... et structurer la réflexion autour de « conventions » thématiques. Une revue mensuelle du projet pourrait être un élément de partage des conceptions communes aux communistes.

Un parti de la démocratie, de la coopération et de l'action militante

L'action militante doit être le moteur de notre organisation. **Il est impératif de rendre possible la participation de tous les adhérents à l'élaboration de la politique de leur parti.** Pour cela il faut se donner les moyens de **mobiliser les compétences disponibles** pour travailler à l'élaboration de notre projet; créer de **nouveaux espaces de coopération grâce aux nouvelles technologies**; assurer à chaque adhérent **l'accès à un droit à la formation** afin

de rendre effective leur participation à l'élaboration du projet et créer les conditions de la parité dans notre organisation.

Parmi les pistes proposées pour y parvenir :

- Créer une direction de la vie militante, permettant l'impulsion, la mise en réseau, l'efficacité du militantisme de proximité.
- créer une stratégie de déploiement du militantisme dans l'entreprise et dans les quartiers populaires
- Construire de nouvelles coopérations avec les militants syndicaux, associatifs...
- Interroger le sens et l'action des militants élus

Changer notre conception de direction nationale du PCF

Il s'agit de **mettre à plat l'organisation de la direction nationale pour répondre aux besoins inhérents à la transformation du parti.** Un débat de fond doit également s'engager sur les statuts avant le prochain congrès. Il nous faut transformer notre parti afin de construire **l'unité des communistes à partir de leur diversité.** Il s'agit de procéder à une évaluation de notre fonctionnement et d'installer des pratiques permettant de donner réellement vie à l'existence d'une diversité de point de vue, d'expérience et d'engagement.

Ils ont dit

■ Transformer le PCF : un enjeu pour l'avenir

Pour évoquer le second texte soumis à la réflexion des communistes, NLA a rencontré Patrice Bessac membre de l'exécutif national et président de la commission de transformation du PCF.

Pourquoi « transformer » le PCF ?

A mes yeux pour une raison qui est d'abord historique. Les vingt-cinq dernières années ont été marquées par l'hégémonie du capitalisme sur les consciences et par un recul des forces communistes et critiques. Cette longue période nous a fondamentalement placé en position défensive sur les idées, sur le projet, sur notre militantisme, sur l'existence même du parti communiste. Or, l'histoire humaine vient d'entrer dans une nouvelle période dont la crise actuelle a été un accélérateur puissant. Cette nouvelle période se caractérise par l'existence d'un doute profond qui a envahi les peuples sur la nature du système. **L'obstacle n'est plus l'hégémonie libérale, l'obstacle est aujourd'hui notre capacité à rendre crédible une autre politique.** "Transformer le Pcf", c'est donc les mots pour dire l'effort nécessaire pour être à la hauteur du combat qui est

devant nous.

Quelles sont les principales pistes de travail ?

Nous avons dégagé trois pistes de travail essentielles. Premièrement, réarmer l'appareil idéologique du Pcf. C'est la partie intitulée « les idées au premier plan ». Nous sommes à l'un de ces moments de l'histoire où le choc de la crise du capitalisme place au premier plan l'exigence d'idées et d'une cohérence alternative.

La deuxième partie du texte est consacrée à la démocratie et à l'action militante, à la vie du parti. Nous avons fait le choix de la « forme parti ». C'est un choix profond étayé par la conviction que le combat pour dépasser le capitalisme nécessite un haut niveau d'organisation, de démocratie et d'action collective.

Nous concevons le rôle que doit jouer notre parti d'abord dans la perspective de la politisation de toute la société à l'instar par exemple de l'expérience de la campagne contre le Traité constitutionnel européen. Cela doit déboucher sur des pratiques nouvelles associant le plus grand nombre. Enfin, il est nécessaire de changer profondément le fon-

ctionnement de notre direction nationale et nos statuts. Chacune, chacun a pu constater que nous étions au bout d'un cycle.

Quelle méthode la commission que tu animes propose d'adopter ?

D'ici le Congrès écouter, écouter, écouter. Prendre le temps de comprendre les relevés de décision qui seront élaborés notamment par les Congrès départementaux. Après le temps de la parole viendra le temps des actes. Le texte qui est soumis au débat des communistes est donc tout autant un texte politique qu'un programme de travail. Après le Congrès d'étape, il faudra retrousser nos manches et appliquer sans tarder les décisions communes.



■ Aller de nouveau vers la jeunesse !



L'image du PCF est ambivalente chez les jeunes, car si d'un côté il est bien perçu comme une force de gauche progressiste, beaucoup s'étonnent: « Mais comment peut-on être communiste après Staline ? ». Les préjugés ont donc encore la cote. Puisque ce sont les concepts qui

rebutent nombre de jeunes, il convient de massifier notre présence auprès d'eux et employer un vocabulaire moins ésotérique lors des premiers contacts (sans pour autant les prendre pour des imbéciles). Une fois le pas de l'adhésion franchi, il s'agit de mettre en place une réelle offre de formation. Ainsi, « **assurer pour chaque nouvel adhérent l'accès à un droit à la formation dans un délai de 6 mois** » semble adapté.

De plus, il ne faut pas abandonner la forme parti. De multiples organisations existent dans des champs bien définis (la JC auprès des jeunes), seule cette forme garantit une ouverture large sur l'ensemble des problèmes contemporains en s'adressant à l'ensemble de la société.

Coline Ferrant

■ Privilégier le travail de proximité



La question de la transformation du PCF passe en premier lieu par une fraternité retrouvée entre les camarades et par l'unité du parti. En second lieu, il est

essentiel de faire vivre les organisations de proximité comme les cellules qui sont au plus prêt des

citoyens. Redonner de la vie aux cellules, cela passe par l'amélioration de la formation des adhérents.

Pour faire vivre nos idées, améliorer la communication envers les habitants des quartiers populaires ou au plus près des travailleurs, dans les entreprises, il est également nécessaire de se doter d'outils, tels que les journaux. Notre journal de cellule, l'écho des Dervallières nous permet de créer des liens, il y a une attente des citoyens, la presse en parle. C'est un outil qui permet un suivi des propositions communistes et de porter la défense des habitants du quartier.

C'est toujours vers les populations qu'il faut orienter nos actions, sans ce travail de terrain nos idées resteront lettre morte.

Henri Moysan

PRENONS NOTE...

Énième expulsion !

Le collectif Romeurope condamne **cette nouvelle expulsion d'une dizaine de familles Roms à la demande de la ville de Nantes**. Il proteste contre « une politique d'expulsion systématique niant toute humanité ». Il demande une table ronde des 24 communes de Nantes Métropole, la préfecture et le Conseil général afin d'arrêter de rejeter les Roms !, affirmant que la « politique d'expulsion systématique dénie les démarches d'intégration ».

Dur, Dur... pour les emplois

Leader Price prévoit, selon la CGT, une **réduction de 20% des effectifs à Trignac, St Nazaire et Nantes**. Les raisons économiques évoquées par la direction sont contestées par le syndicat. Après un débrayage, le plan est suspendu à Trignac.

D'après l'INSEE, la crise a engendré la suppression de 32000 emplois dans les Pays de la Loire entre le 4ème trimestre 2008 et le 1er trimestre 2009. L'emploi salarié a reculé de 3,4% sur l'ensemble des départements des PL. L'intérim a particulièrement trinqué, 1 emploi intérimaire sur 3 a disparu en deux ans, soit 17000 emplois. 6% des emplois en moins dans l'industrie avec la navale et l'aéronautique.

Arcelor : **50 emplois supprimés** à Châteaubriand et Ancenis et un site promis à la fermeture à St Nazaire. Ses principaux clients sont Manitou, Toyota, ou STX...

L'entreprise CNAI, sous-traitant du chantier naval STX pour l'agencement des cabines, est en redressement judiciaire pour un mois, le temps de trouver un repreneur. **70 personnes sont concernées** dont 52 salariés travaillent à bord des navires.

Le projet de transformation du centre de tri de Nantes/Orvault en plateforme industrielle, avec agrandissement du centre devrait s'accompagner, selon les syndicats SUD et CGT, qui appelaient à un rassemblement le 11 mai, **de 30 à 50 suppressions d'emplois**.

Nouvelle mobilisation

Pour la culture, un grand pique-nique est organisé le 15 juin Place Royale à Nantes. Après leur participation à la journée nationale du 27 mai, les acteurs de la culture poursuivent leur mobilisation. Ils adresseront une lettre aux députés de la région rappelant leur rejet de la RGPP et la réforme des collectivités territoriales.

Une autre réforme qui ne passe pas !

Les syndicats enseignants et la FCPE demandent le retrait de la réforme de recrutement et de la formation des maîtres. Ils étaient 150 le 19 mai à le crier devant le rectorat de Nantes. La réforme a en effet supprimé l'année de stage rémunéré au cours de laquelle les jeunes profs alternaient formation et premières expériences devant la classe. Pour l'intersyndicale, il y a un lien entre les suppressions des postes de fonctionnaires et cette réforme...

Sécurité pas garantie

C'est inquiétant, c'est en tout cas ce qu'annonce la direction du CHU de Nantes dans une note interne du 23 avril. Cela concerne le service de médecine interne. En effet, les aides-soignantes épuisées par un sous-effectif chronique, se sont mises en grève. Elles témoignent « d'une dégradation depuis 2008 ». Logique comptable....

Marche mondiale des femmes 2010

Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous marcherons ! Départ collectif de Nantes pour la manifestation nationale à Paris le samedi 12 juin. Tél : 0240121518.

Faire tomber le mur de l'argent

Comment faire tomber le mur de l'argent, c'est une des questions posée parmi les débats qui eurent lieu sur la fête des nouvelles. Animé par Yvon Renevot en présence de Lydie Benoist, dirigeante du PCF et de Marie Claude Robin, secrétaire départementale de la CGT.

Un premier constat, le contexte de crise en Europe et dans le monde fragilise de plus en plus les populations et requiert des réponses concrètes. Pour Lydie Benoist, « Un mur ça peut s'abattre, s'escalader, s'abolir, se dépasser ». Il nous faut « regarder au-dessus du mur pour voir ce qu'on veut faire, dans quelle direction aller ». **Dans cette société capitaliste en crise systémique, les inégalités, des aliénations divisent les gens. Sans une autre utilisation de l'argent, il n'y aura pas de changement possible sur le fond.** Mais « les murs, ne tombent pas tous seuls, et le système non plus ». Ce qui pose donc la question du rassemblement, et celle de la manière dont les gens peuvent peser en ce sens.

Pour Marie-Claude Robin, la crise à ceci de salutaire qu'elle « a déjà commencé à mettre en cause le mur de l'argent, à travers une prise de conscience partagée sur la nécessité de redistribuer. [...] Les mouvements des salariés dans les entreprises sont des actions pour réclamer leur part du gâteau ».

Parmi les propositions concrètes pour faire tomber ce mur du fric, **le public cible les exonérations patronales et le bouclier fiscal**, cadeaux aux patrons qui pourraient combler le trou de la Sécu. Philippe Denis, élu communiste à la région des Pays de Loire, rappelle la création d'une commission régionale de contrôle de l'utilisation des deniers publics, sur des « critères d'exigence des financements, environnemen-

taux et sociaux ». Pour Hubert Delahaye conseiller municipal de Montoir de Bretagne ce contrôle doit se doubler de celui des privilèges exorbitants des banques aujourd'hui, non seulement au niveau régional et national, mais également européen.

« Tout le monde sait qu'il y a de l'argent, sans imaginer toujours à quel point » souligne Lydie Benoist. Que faire pour sa redistribution ? Alors que les grandes entreprises du CAC 40 accumulent des profits faramineux, il y a une vraie crise pour bon nombre de TPE et PME. Pour la responsable du PCF, **il faut se doter d'une nouvelle politique de financement, par un pôle public bancaire et un fond national pour l'emploi et les formations**, certes abondé par les Régions, mais « avec des exigences saignantes pour les prédateurs des boîtes en difficultés », et la restauration de la Loi sur le contrôle des fonds publics.

Marie-Claude Robin indique quant à elle que la CGT **demande la suppression des exonérations patronales, qui génèrent « une stratégie de bas-salaires**. On va dans le sens contraire de ce qui est nécessaire : la taxation des revenus financiers ».

Une idée cependant doit progresser : **la conscientisation des dégâts de l'Argent roi**. Mais reste encore à travailler pour « des propositions fortes, de classe, pour un peuple davantage conscient de sa force », insiste Lydie Benoist.



Paroles de luttes



Salariés, étudiants, retraités, militants associatifs se sont retrouvés

sur la fête des nouvelles pour exprimer leur colère à l'heure des paroles de lutte. **Aurélien Chauvet, étudiant, membre du Syndicat des étudiants de Nantes (SEN)** a fustigé les réformes dont sont victimes les universités. Les étudiants continuent de se battre pour un véritable service public de l'enseignement supérieur, et contre la mise en concurrence des universités. **Frédéric Bontemps pour la CGT du port à Airbus**, a quant à lui évoqué la bataille pour les salaires menée tout récemment. **Marcel Guillet membre de l'UL des retraités CGT**, comme l'ensemble des intervenants, a appelé à la construction d'un 27 mai le plus fort possible, autant pour refuser la réforme des retraites que pour se battre pour de meilleures pensions. La parole a également été donnée au **CODELIB** qui se bat pour que justice soit enfin rendue à Pascal Vaillant, blessé par un tir de grenade lacrymogène lors de la manifestation du 29 janvier 2009.

LA POSTE DES VILLES ET LA POSTE DES CHAMPS

La Poste instaure depuis 2009, un nouveau concept de bureaux « Espace Service Clients ». Concrètement, cela se traduit par la suppression de la ligne de guichet traditionnelle. Les clients ne patientent plus dans la file d'attente. Les produits sont placés en libre service et les guichetiers sont présents dans l'espace de vente pour accueillir les clients et les orienter. Un ou deux guichets sont conservés pour les opérations finan-

cières complexes. La Poste veut faire de ses bureaux, des espaces de service accueillants, plus rapides, moins de 5 minutes d'attente par client.

Seuls 1000 bureaux au niveau national « les plus importants en terme de fréquentation » précise la Poste seront transformés sur ce nouveau modèle. Ce nouveau concept peut paraître séduisant, hélas l'envers du décor est beaucoup plus sombre. Seulement 13 bureaux -St Nazaire, Chateaubriand, Nantes Beau-lieu le sont déjà- seront concernés par cette modernisation sur notre département. **Les bureaux ruraux sont quant à eux sacrifiés sur l'autel de la rentabilité.** Ils

voient souvent leurs heures d'ouverture et leur personnel diminués, et sont pour bon nombre d'entre eux transformés en agence postale communale ou Relais Poste Commerçant. La Poste de Loire Atlantique dispose de 257 points de contacts dont presque 1/3 à la charge des communes ou en relais poste commerçant. (73 aujourd'hui avec d'autres transformations prévues pour les prochaines années). La Poste se désengage de plus en plus d'une des ses missions de service public, l'aménagement du territoire, mission pour-

tant réaffirmée lors du changement de statut de la Poste en société anonyme.

La consultation citoyenne sur le changement de statut de la Poste est un exemple criant, le service public postal est en danger.

Joël COURTOIS



Evènements, culture, idées.

Fête des Nouvelles 2010 :

Histoire et perspectives du communisme en débat

Dimanche 23 mai, l'après-midi, le communisme était en débat à la Fête des Nouvelles. Pendant plus d'une heure et demie, les trois intervenants invités, avec vivacité et réactivité, mais en toute rigueur et compétence, ont chacun éclairé ce vaste sujet de leur approche particulière. Devant un public d'une centaine de personnes qui n'a pas manqué de les questionner à travers une douzaine d'intervention.



Le 20ème anniversaire de la Chute du mur, avec l'actualité renouvelée de "l'Idée" ou de "l'hypothèse communiste" (A. Badiou), au-delà de cette seule réflexion philosophique, invite à se pencher concrètement sur l'état des lieux du communisme en Europe.

Julian Mischi, chercheur universitaire, historien et sociologue, a présenté les apports de ses recherches, pour la période des années 1930 à 1970 - en Brière nazairienne, en Lorraine sidérurgique, dans l'Allier rural et dans l'agglomération grenobloise - publiées dans un récent ouvrage : « Servir la classe ouvrière » (PUR, 2010). Pour lui, les "sociabilités militantes" du PCF reposaient alors essentiellement sur la référence reconstruite au "parti de la classe ouvrière", avec une visibilité qui s'est peu à peu perdue par la suite.

Gaël de Santis, journaliste au service interna-

tional de l'Humanité, nous a entraînés dans un véritable tour d'Europe des forces communistes et d'émancipation sociale - de Chypre à l'Irlande du Nord, de la Norvège à l'Italie, en passant par l'Allemagne réunifiée - à partir de trois dimensions connexes : sociale, nationale et démocratique. Pour lui, dans le contexte actuel de crise globale du système capitaliste, tout indique que les ressorts de ce militantisme émancipateur pourraient parfaitement être réactivés.

Daniel Cirera, dirigeant national du PCF - chargé des relations avec les partis européens - souligne qu'il « est vraiment très important de revenir maintenant sur le communisme ». Son histoire, plus qu'un passé? Un idéal? Un horizon? Surtout des réalités, et une certaine réponse d'hommes et des femmes à des situations particulières. Il rappelle que les

sources si spécifiques du communisme français remontent à bien avant l'existence même du "parti de la classe ouvrière" en 1920. Marx et Lénine recherchaient déjà chez les Jacobins de la Révolution, des réponses à leurs préoccupations organisationnelles. « La Chute du mur n'a pas été la fin de l'Histoire, mais certainement la fin d'une histoire ». La crise actuelle est désormais nettement ressentie comme celle du capitalisme lui-même, ce qui remet pleinement à l'ordre du jour la question de son "après" ? « Est-ce qu'il peut-y avoir une autre société que le capitalisme, et un parti qui travaille aux conditions de la transformation révolutionnaire ? »

Après ces exposés liminaires suggestifs, les questions posées n'eurent ensuite rien d'anodin : promotion passée des dirigeants et manque actuel de leader pour le PCF ? Limites et réalités de la

"classe ouvrière", par rapport au "prolétariat", après l'abandon de l'idée de sa "dictature" ? Exploitation ou domination pour les femmes ? (In)visibilité des luttes périphériques des "sans" marginalisés ? Place du gauchisme, ou, plutôt, de l'ainsi nommée "extrême gauche" ? Quel projet pour une utopie actualisée du communisme ? Entre autres... Bien que ces questions s'adressassent souvent directement au dirigeant du PCF, les deux autres intervenants surent également leur apporter leurs éléments de réponse pertinents.

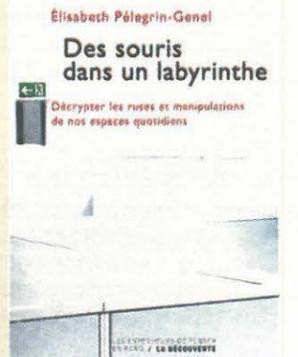
Exempt d'effets oratoires et de toute langue de bois, ce débat "studieux" (Ouest-France) et dense, riche de la diversité de ses trois intervenants, a été très apprécié. Certes, tout n'a-t-il pas été dit sur un aussi vaste sujet. Mais il a néanmoins contribué à avancer et donné fortement envie d'aller plus loin.

La Chute du mur n'a pas produit qu'un champ de ruines. Elle a tourné une page, ouvert un autre horizon, certes gravement obscurci des lourds nuages portés par la crise systémique du capitalisme. Mais d'autres chemins pour le communisme, en tant que pensée concrète de l'émancipation humaine, s'offrent bien aujourd'hui en Europe et en France. Il nous appartient de les tracer maintenant.

LIRE

Espaces d'espaces

Ce livre répond agréablement à l'injonction de G.Pérec : « Le problème n'est pas d'inventer l'espace, mais de l'interroger, de le lire. Car ce que nous appelons quotidienneté est une forme d'anesthésie ». Il propose ainsi, selon son auteure, « un voyage à travers des paysages fabriqués et des lieux construits ou virtuels, pour comprendre ce qui nous entoure ». Il y est donc question, tout à la fois, d'architecture,



mais aussi d'urbanisme, d'histoire, de géographie, de sociologie et de psychologie, « pour apprendre à porter un autre regard sur notre environnement familier ». Elle s'intéresse d'abord aux espaces de mobilité - les routes, les ronds-points - qui brouillent les frontières entre ville et campagne, avec quelques pages excellentes sur les causes et conséquences de l'étalement du périurbain. Ils alignent des bulles dupliquées à l'infini, zones et centres commerciaux des entrées de villes, seulement accessibles en voiture.

Ensuite, elle étudie la mise en scène des zones de consommation, la fabrication ordinaire de ces univers (dés)enchantés, soigneusement fermés sur eux-mêmes : grands magasins, parcs de loisirs (Disneyland), villages de vacances (Club Med) et Paris-plage, tous dédiés au ravissement et à l'étourdissement du visiteur-consommateur.

Enfin, elle se tourne vers la mise en œuvre de la transparence, dans la lutte contre le caché et l'opaque, par la disparition des murs, et une nouvelle gestion par le regard touchant aussi bien le bureau de poste relooké, que le fast food (Mac Do) ou l'open space (Second Life ou Facebook).

Domage que ce tour d'horizon critique, s'achève sans véritable conclusion. Alors que face à toutes ces « ruses et manipulations de nos espaces quotidiens », l'objectif devrait pourtant être la réappropriation citoyenne de nos espaces vécus.

E. Pélegrin-Genel, « Des souris dans un labyrinthe », La Découverte, 2010, 246 p. 16 €.

VOIR...



Rencontres du Fleuve

Cette 3ème édition comporte plus de 40 événements, dont 18 créations artistiques.

Les festivités débuteront le samedi 29 mai à Nantes. Le lancement en musique de la péniche La Marne, accueillie par une flottille de bateaux du patrimoine sur le bras de la Madeleine, entamera notre itinérance sur la Loire. Puis ce sont les villes de Fresne sur Loire, d'Ancenis, du Pellerin, de Frossay qui vogueront aux couleurs des Rencontres du Fleuve, pour finir à Saint-Nazaire autour d'une clôture d'exception.

Du 4 au 12 juin, revisitez votre territoire : embarquez à bord de bateaux du patrimoine, laissez-vous conter l'histoire réelle ou fantasmée du pays, découvrez les curiosités de notre environnement.

www.lesrencontresdufleuve.fr

MÉDIAS

Fétichisation des "marchés"

L'ACRIMED (Action Critique Médias) vient d'analyser le discours des médias sur les "marchés financiers" courant Mai. En temps de crise, ils sont d'abord anxieux. Pour Les Echos (6 mai 2010) : « les marchés financiers ont, de nouveau, fait preuve d'une grande fébrilité, hier, devant les risques de contagion de la crise grecque. ». « Les bourses européennes ont accusé le coup », et « les marchés ont tremblé » (Le Figaro, 5 mai). « A Bruxelles, explique Le Monde, on a

conscience du danger lié à la nervosité du marché » (6 mai). Car, « le spectre de la faillite d'un pays européen reste une source d'angoisse pour les marchés » (16 mai).

Ensuite, les marchés pensent. Certains moins compétents que les experts, ils ont leurs opinions : ils « n'ont pas été convaincus par le plan de sauvetage » (Le Monde, 6 mai). Rebelles, « les marchés ont manifesté leur défiance à l'égard de la monnaie unique. » (Id.) Pour Le Figaro,

« les marchés doutent de l'Europe » (5 mai). Ils sont dotés d'imagination : « à la moindre étincelle, les marchés imaginent le pire. » (Le Monde, 6 mai).

Ils ont, enfin, des exigences : « La zone



euro a besoin de réformes de structures. (...) C'est ce signe-là, politique, que les marchés attendent » (Id.).

Leur humeur est toutefois versatile : « Les marchés [sont] euphoriques après le plan européen » annonce Le Figaro Economie (11 mai). Mais ils manquent de sang froid : quand « l'Europe perd la boussole, les marchés s'affolent » (Libération, 6 mai).

M.Reymond (ACRIMED) conclut : « Ce fétichisme humanise et sacralise un ordre soustrait à l'action des hommes qui, du même coup, sont sommés de s'y soumettre ». La domination capitaliste est éternelle et les luttes sont vaines. Le journalisme dominant concourt, jusque dans ses phrases toutes faites, à entretenir ces illusions.

près de vous

Couëron

Des noms de rue progressistes

Protestation des élu-e-s et adhérents communistes de Couëron quant à la dénomination des voies de la ZAC de la Métairie. Ils ont écrit au maire de la ville en lui demandant de rechercher, après consultation des membres du conseil de quartier, des associations et des élus, des propositions alternatives aux noms proposés initialement et qui font référence à des seigneurs du moyen-âge.

Pour le président du groupe communiste, Michel Lucas, et le responsable du collectif communiste couëronnais, Christian Pelloquet, « ces noms tendent à rappeler les temps d'asservissement de nos concitoyens ». A l'inverse, ils souhaiteraient vivement que soient proposés des noms symbolisant « les valeurs de la république ou des noms de scientifiques, d'écrivains, d'artistes, de sportifs ou de personnes de la vie associative ou du mouvement socialiste et ouvrier couëronnais... »



Nantes Métropole

Quelle ambition européenne et internationale ?

A cette question les élu-e-s communistes répondent qu'il n'y a pas de perspective européenne ou internationale sans un développement crédible de la construction navale, des activités portuaires ou encore du soutien à la construction du nouvel aéroport...

Pour eux, si Nantes Métropole s'engage dans des activités qui assurent son rayonnement international, il leur paraît impératif que tout soit mis en œuvre pour soutenir ce développement en réponse aux besoins sociaux des citoyens.

Avoir en ligne de mire de telles ambitions de développement, c'est ne pas ignorer non plus la mise en compétition des territoires, la soumission des hommes et des femmes aux critères de marchandisation qui sont des notions qu'il faut combattre.

Et il y a, pour ces élu-e-s, énormément à gagner dans la construction de nouveaux échanges internationaux fondés sur une coopération mutuellement avantageuse.

Région



Blog

Les élus communistes de la région des Pays de la Loire ont leur blog : <http://pcfpaysdelaloire.elunet.fr/> Vous pourrez y trouver toutes leurs interventions et leurs analyses.

L'invité

■ Fête des Nouvelles : L'ADECRC poursuit sa campagne contre la réforme des collectivités territoriales

L'association des élu-e-s communistes, républicain-e-s et apparenté-e-s de Loire-Atlantique (ADECRC 44) était cette année encore présente sur la fête des nouvelles. Nous avons accueilli sur notre stand Lydie Benoist vice présidente de l'ANECRC, ainsi que de nombreux élus progressistes du département afin d'échanger sur les combats à mener, mais aussi, afin de présenter les trois nouveaux conseillers régionaux communistes de Loire-Atlantique.

Comme je le rappelais lors de mon intervention, si le premier tour des élections régionales a été l'occasion d'une dispersion des élu-e-s communistes et républicain-e-s, notre association est et demeure ouverte à chacune et à chacun des élu-e-s qui se reconnaissent dans les valeurs de gauche et de progrès, c'est la maison départementale des élu-e-s communistes, républicain-e-s et progressistes.

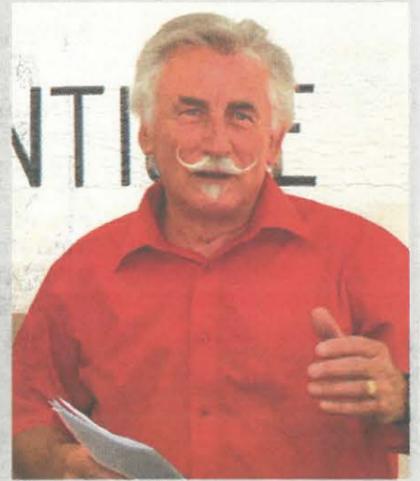
A l'issue des élections régionales, 23 des 26 régions sont gérées par des majorités de gauche. C'est donc plus que jamais le moment d'enfoncer le clou et d'obliger le gouvernement à reculer sur son projet de réforme territoriale, mais pas seulement. Tout un ensemble de luttes s'impose contre la casse des services publics ou encore contre la politique de rigueur et de régression sociale à l'encontre de la population de notre pays à l'exception des plus riches.

Ce week-end d'échange entre élu-e-s et citoyen-e-s a été l'occasion de relayer l'appel de l'ANECRC contre les politiques d'austérité en Europe et de lancer notre appel contre la casse des collectivités territoriales signé par une centaine d'élu-e-s et de citoyen-e-s. Le combat contre la réforme des collectivités doit continuer et s'amplifier. Il s'agit de ne pas considérer ce combat comme perdu d'avance et de ne pas uniquement focaliser sur le mode de scrutin des futurs conseillers territoriaux.

C'est l'ensemble de la réforme que nous contestons ! Elu-e-s, citoyen-e-s, ensemble nous pourrions nous opposer à la régression de la démocratie locale. La réduction des dépenses publiques n'est que le prétexte pour encore mieux asphyxier les collectivités qui en plus de se priver d'une de leur recette des plus importantes, la taxe professionnelle, vont désormais faire face au gel des dotations de l'État.

Cette réforme, en bout de course, ce sont les habitants de nos communes, de nos départements et de nos régions qui vont la payer, ce sont eux, et surtout les plus modestes d'entre eux qui devront subir la casse des services publics locaux, le report de la fiscalité des entreprises vers les ménages et l'éloignement des lieux de décisions.

Pour signer l'Appel de l'ADECRC 44 : www.pcf-44.com/



Marc JUSTY

Président de L'ADECRC 44 -
Conseiller municipal de Saint-Joachim

L'activité

■ Bouguenais

L'avenir des communes du Sud-Loire après le départ de l'aéroport

Le 19 mai dernier à Bouguenais, a eu lieu une réunion d'information sur le thème « Quel devenir pour Nantes Atlantique et le secteur sud-ouest ? » dans le cadre du transfert de l'aéroport de Bouguenais vers Notre-Dame-des-Landes.

L'ensemble des groupes politiques de la ville se sont exprimés. Micheline Bar Chasseriau pour le Groupe des élu-e-s communistes a tenu à réaffirmer l'importance du transfert de l'aéroport pour le développement économique des communes du Sud-Loire, notamment en ce qui concerne le développement du site aéronautique autour d'airbus et de la plateforme Technocampus dédiée à la filière composite.

Pour l'élue, l'enjeu se situe au niveau de l'aménagement du territoire et des perspectives de développement. En outre, il n'est plus question de débattre pour ou contre le transfert de l'aéroport, la chose est réglée, « c'est à l'issue de 16 réunions publiques auxquelles ont participé 7400 personnes lors de 170 heures de débat que l'arrêté ministériel précise le projet et lance sa mise à l'étude. »

Reste que les élus communistes souhaitent que Bouguenais « et ses habitants soient partie prenante dans les décisions qui concernent la commune et ils seront très attentifs au sort des salariés des entreprises situées actuellement dans la zone. »

■ Saint-Nazaire

Pour un service public de la petite enfance.



Dans le dernier numéro du journal municipal de Saint-Nazaire, les élus communistes déplorent la situation que connaissent les milieux de la petite enfance.

En effet, il ne manque pas moins de 350000 places de garde d'enfants dans notre pays. Cette situation de pénurie met les parents face à des situations parfois insurmontables et quelque fois au détriment de leur carrière.

Il en est de la petite enfance dans notre pays comme de l'éducation ou des services publics, tous sont victimes de la « réduction des dépenses publiques [et d'un gouvernement] qui refuse de débloquer les moyens nécessaires ».

L'ensemble des mesures proposées par la droite en matière d'accueil de la petite enfance sont inacceptables (remise en cause de la scolarisation dès deux ans, assouplissement des règles d'accueil en crèche, augmentation des capacités d'accueil...). Pour les élus communistes nazairiens, il faut plutôt promouvoir l'idée d'un service public de la petite enfance, gratuit et répondant à la diversité des besoins exprimés par les parents.

■ Rezé

Le non des élus communistes quant au financement des écoles privées

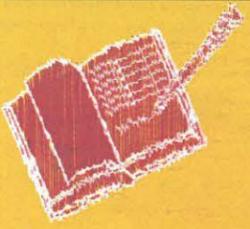
Les élus communistes de Rezé, par la voix de Mireille PERNOT, ont fait savoir leur désaccord quant au vote d'une subvention de 60 800 euros accordée à l'école privée Saint-Paul. Comme ils le rappellent, « les élus communistes se sont toujours opposés, sous quelque forme que ce soit, au financement par les collectivités locales des établissements scolaires privés ».

Députés communistes, socialistes et verts s'étaient d'ailleurs opposés, en 2009, à la loi Carles. Une loi qui oblige les municipalités à financer les écoles privées d'autres communes si leurs résidents ont choisi d'y scolariser leurs enfants. Loi qui à la suite de bien d'autres s'oppose frontalement à la loi Goblet de 1886 qui affirme le principe d'interdiction de toute aide publique aux établissements privés.

Pour Mireille PERNOT « alors que les contraintes sur les budgets de la ville sont de plus en plus difficiles à gérer, il est choquant de faire bénéficier d'avantages importants à ces structures privées confessionnelles. » Surtout que les désengagements de l'État pèsent lourds dans nombre de domaines dont l'éducation nationale : « combien d'écoles républicaines et laïques ont besoin de rénovation, d'équipements ou d'outils modernes que nous voulons leur fournir, mais pour lesquels nous n'avons pas les moyens de faire aussi vite que nous le souhaiterions » conclue l'élue.

Une déclaration qui a choqué Philippe SEILLER, conseiller municipal UMP, pour qui les écoles privées assumeraient une mission de service public !!!

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Conférences de Sections

Section des 3 rivières :
Jeudi 3 juin à 20H30 au cour Mortier à Blain.

Section de St Nazaire :
Vendredi 4 juin à 18H00, salle polyvalente d'Herbins et Samedi 5 juin à 9H30 à l'Agora 1901.

Section de Nantes :
Samedi 5 juin à 9H00 salle du Port Boyer.

Section Loire et Sèvre :
Samedi 5 juin à 9H00, salle Gérard Philippe aux Sorinières.

Retraites : les forces de gauche du département se rassemblent

A la veille des mobilisations du 27 mai dernier, les Alternatifs, la Gauche unitaire, Les Verts, le Mouvement Républicain Citoyen, le Nouveau Parti Anticapitaliste, le Parti Communiste Français, le Parti de Gauche, le Parti Socialiste et l'Union Démocratique Bretonne de Loire-Atlantique faisaient la déclaration commune suivante :

« Nous sommes convaincus que le projet gouvernemental sur les retraites est un coup fatal au système de retraite par répartition et à la retraite à 60 ans. Le document d'orientation sur la réforme des retraites que le gouvernement vient de rendre public ne retient qu'une seule piste : l'allongement de la durée d'activité envisagé par le recul de l'âge légal de la retraite et l'augmentation de la durée de cotisation. Cette énième réforme est injuste et injustifiée.

Le gouvernement ne cherche pas à sauver les retraites mais à donner des gages aux tout puissants marchés financiers. Il ferme la porte à tout débat sur l'augmentation des cotisations patronales pour protéger la part des profits dans la valeur ajoutée et ignore toute mesure sur la relance de l'emploi qui peut seule assurer la pérennité du système. C'est la protection sociale solidaire qu'il faut défendre et développer, pas les marchés financiers !

La contribution de solidarité sur les hauts revenus et les revenus du capital que certains estiment à 2 milliards d'€ égratignerait à peine les immenses profits financiers actuels tandis que le niveau des pensions baisserait fortement. C'est une nouvelle fuite en avant ! D'autant que ce plan s'inscrit dans un plan d'austérité aux mesures socialement et économiquement dangereuses.

La retraite à 60 ans à taux plein n'est pas négociable et son financement est possible. Seule la mobilisation de tou-te-s permettra de s'opposer à la réforme libérale que le gouvernement veut faire passer vite et "en force"... »

A la suite de la mobilisation ces partis se sont mis d'accord sur les cinq points suivants :

- Exprimer leur totale opposition au projet gouvernemental
- Défendre le droit à la retraite à 60 ans
- Refuser l'allongement de la durée de cotisation
- Défendre les retraites par répartition
- Combattre toute attaque contre l'ensemble des régimes de retraite

Points qu'ils mettront en débat lors d'une réunion publique dont les modalités d'organisation restent à définir.



« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504

Imprimerie: IMPRAM Lannion

Composition: SEM Locminé

Responsable de la rédaction:

Aymeric SEASSAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36

e-mail: redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:

Marie-Annick BENÂTRE

Yannick CHENEAU

Pedro MAIA

Jean-Yves MARTIN

Yann VINCE

Jérôme TURMEAU



Vite lu...

Résultats du tirage de la tombola de la fête des Nouvelles

N° 8380 : 1 week end gourmand pour 2 personnes.

N° 2721 : cadre photo numérique,

N° 8488 : 1 friteuse électrique,

N° 4996 : 1 TV LCD,

N° 7991 : 1 GPS,

N° 8363 : 1 service à Fondue,

N° 7793 : 1 appareil de cuisson vapeur,

N° 7405 : 1 lecteur DVD portable,

Tous ces lots sont à retirer aux Nouvelles de Loire-Atlantique, 41 rue des Olivettes 44000 Nantes, 02 40 35 03 00.

Objets trouvés à la fête des Nouvelles

- 1 sac à dos bleu ciel
- 1 sac à dos marron
- 1 carte bancaire
- 1 porte carte avec carte STRAN

Pour les récupérer : 02 40 35 03 00



Par Pierre Vansteene, Apprenti

En France, Nicolas Sarkozy et son gouvernement essayent de nous faire croire que le système éducatif nous permet l'« égalité des chances » et que seul le « mérite » permet à chacun de

pouvoir atteindre un travail ou connaître une promotion. Ils nous font l'apologie de la méritocratie car elle est sensée être basée uniquement sur les talents personnels et sur le travail, et s'opérer en dehors de toute considération d'origine sociale (milieu social, sexe, origine ethnique, etc...). Elle doit réparer « l'ascenseur social » qui est tombé en panne. Or, on constate que les

enfants de parents aisés ont un accès plus facile à l'emploi et arrivent à trouver beaucoup plus facilement des postes haut placés. Si nous sommes réellement dans une méritocratie, cela veut alors dire qu'il existe une supériorité innée de la classe bourgeoise, comme il existait une supposée

supériorité de la noblesse avant la révolution française.

La réalité est autre : la classe dominante s'arrange toujours pour que sa descendance soit plus avantagée que la classe sociale inférieure, notamment en nous imposant un système éducatif inégalitaire, en refusant d'accepter l'accès à l'art et à la culture pour tous, en privatisant

« L'égalité des chances est devenue un alibi pour l'accroissement des inégalités sociales »

toutes formes de services... L'égalité des chances est devenue un alibi pour l'accroissement des inégalités sociales et fait porter sur le seul individu la responsabilité de son sort. Ce phénomène est donc responsable de l'individualisme dans notre société et crée de



la concurrence au sein même de la classe prolétarienne. En analysant cela, on comprend pourquoi il est difficile aujourd'hui pour les Français de se reconnaître dans une classe et ainsi d'adhérer aux idées du Parti Communiste Français.